

3 avril 2020



## Conséquences des attentats de Pâques 2019 sur la recomposition des forces et du pouvoir politiques

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## **Table des matières**

1. Les attentats de Pâques 2019 et ses conséquences pour les musulmans .....	4
1.1. Etat d'urgence et arrestations massives.....	4
1.2. Les pogromes antimusulmans de mai 2019.....	5
1.3. Les actions des bouddhistes nationalistes .....	5
1.4. Stigmatisation généralisée des musulmans .....	5
2. La recomposition politique après les attentats de Pâques .....	6
2.1.1. L'élection présidentielle du 16 novembre 2019 .....	6
2.1.2. Le gouvernement intérimaire .....	8
2.2. Les alliances en prévision des élections législatives .....	9
2.2.1. Les coalitions nationales.....	9
2.2.2. Les coalitions de partis tamouls.....	10
3. Actions gouvernementales contre les minorités.....	10
3.1. Actions contre les musulmans.....	10
3.1.1. Enquêtes à l'encontre de personnalités musulmanes .....	10
3.1.2. Contrôle des écoles coraniques .....	11
3.2. Actions contre les Tamouls .....	11
4. Entraves à la justice et purge dans la police .....	11
Bibliographie .....	13

**Résumé :** La vague d'attentats à la bombe de Pâques 2019 dirigée contre les chrétiens organisé par un groupe se réclamant de l'Etat islamique a incité les nationalistes bouddhistes à déclencher des pogromes antimusulmans. Elle a consolidé le soutien de la majorité de la population singhalaise au SLPP, qui était majoritaire aux élections locales de 2018, et dont le candidat, Gotabaya Rajapaksa, ancien ministre de la Défense, a remporté l'élection présidentielle du 16 novembre 2019, en invoquant ses compétences en matière de sécurité. Ce dernier a nommé Premier ministre son frère Mahinda Rajapaksa, ancien président de la République, qui a formé un gouvernement intérimaire. Cette victoire a provoqué une recomposition du paysage politique. Les élections législatives prévues devraient voir s'affronter plusieurs nouvelles coalitions politiques, tant au plan national que dans les zones de peuplement tamoul du nord et de l'est du pays. Depuis cette élection, en dépit des assurances du nouveau président, les minorités tamoule et musulmane, qui ont voté largement pour Sajith Premadasa à l'élection présidentielle, subissent des actions hostiles de la part du gouvernement intérimaire, qui semble sensible aux pressions des organisations bouddhistes nationalistes avant les élections législatives. En outre, le gouvernement est intervenu pour faire cesser les poursuites judiciaires à l'encontre de certaines personnes mises en cause dans des affaires criminelles lors de la précédente mandature et qui sont liées aux nouveaux dirigeants de l'Etat, tandis que des enquêteurs de la police qui étaient en charge de ces enquêtes subissent des représailles.

**Abstract :** The wave of 2019 Easter bombings against Christians organized by a group claiming to be linked to the Islamic State prompted Buddhist nationalists to unleash anti-Muslim pogroms. It consolidated the support of the majority of the Sinhalese population for the SLPP, which reached the majority in the local elections of 2018, and whose candidate, Gotabaya Rajapaksa, former Defense minister, won the presidential election of November 16, 2019, by invoking his security skills. The latter appointed Prime Minister his brother Mahinda Rajapaksa, former President of the Republic, who formed a caretaker government. This victory caused a reorganization of the political landscape. The planned legislative elections are expected to face several new political coalitions, both nationally and in the Tamil settlements in the north and east of the country. Since the election, despite the assurances of the new president, the Tamil and Muslim minorities, who voted largely for Sajith Premadasa in the presidential election, have been subjected to hostile actions by the interim government, which seems to be under pressure from Buddhist nationalist organizations before the legislative elections. In addition, the government intervened to stop the prosecution of certain persons implicated in criminal cases during the previous term and who are linked to the new leaders of the state, while investigators from the police who were in charge of these investigations face reprisals.

**Nota :** La traduction des sources en anglais est assurée par la DIDR.

## 1. Les attentats de Pâques 2019 et ses conséquences pour les musulmans

### 1.1. Etat d'urgence et arrestations massives

Le 21 avril 2019, jour de Pâques, sept attentats à la bombe ont frappé trois églises chrétiennes (à Colombo, Negombo et Batticaloa) et quatre hôtels de Colombo. Plus de 250 personnes ont été tuées et des centaines blessées. Ces attaques ont été perpétrées par d'anciens militants d'un groupe salafiste intitulé *National Tawhid Jamaat* (NTJ), basés à Kattankudy (localité proche de Batticaloa) et ayant prêté allégeance à l'Etat islamique (EI) - d'où leur exclusion de la NTJ en décembre 2017. Le 23 avril, **l'EI a revendiqué ces attentats**. Le financement des opérations a été assuré par un groupuscule intitulé *Jamathei Millathu Ibrahim* (JMI) basé à Colombo. Ce groupe, mené par Zaharan Hashim (M.C.M. Zaharan ou Zahran) était connu de la police depuis l'agression d'un clerc soufi, Abdul Rauff Zein le 10 mars 2017, la dégradation de statues bouddhistes à Mawanella en décembre 2018, la découverte d'armes et d'explosifs à Wanathavilluwa en janvier 2019, et l'assassinat de l'informateur de la police ayant dévoilé cette cache en mars 2019.<sup>1</sup>

Le lendemain, le gouvernement a déclaré **l'état d'urgence (prolongé jusqu'au 22 août 2019<sup>2</sup>)**, et la police a arrêté des centaines de personnes et a découvert des caches d'armes utilisées par cette organisation. Lors de l'une de ces interventions, une terroriste a fait exploser une huitième bombe.<sup>3</sup>

Selon la police, après les attentats de Pâques 2019, **2 289 personnes ont été arrêtées** sous le coup de la loi antiterroriste de 1979 (*Prevention of Terrorism Act*, PTA). En juillet 2019, 1 655 avaient été libérées sous caution, 634 restant détenues. La plupart des avocats musulmans ont refusé de les défendre par crainte de représailles.<sup>4</sup> Selon l'*International Crisis Group* (ICG), 300 musulmans étaient encore détenus en septembre 2019.<sup>5</sup> Selon le Haut Commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, **en janvier 2020, ils étaient 200**.<sup>6</sup>

Le 2 juillet 2019, **le ministre de la Défense**, Hemasiri Fernando, **et l'inspecteur général de police (IGP)** Pujith Jayasundara **ont été arrêtés pour négligence criminelle** dans l'affaire des attentats. Ils ont été libérés sous caution le 9 juillet et contraint de ne pas quitter le district de Colombo. Le 18 juillet, cette libération a été rejetée par le parquet qui a saisi la Haute Cour de Colombo. Le 9 octobre, cette dernière a ordonné l'incarcération des deux suspects, qui ont été placés à nouveau en détention. Cependant le 5 février 2020, un juge de cette même juridiction a ordonné la libération conditionnelle des deux inculpés.<sup>7</sup>

L'Association des oulémas de Ceylan (*All Ceylon Jamiyyah Ulama*, ACJU), organisation représentant le clergé musulman et dominée par les partisans de l'Association pour la prédication (*Tablighi Jammah*, organisation transnationale fondamentaliste déobandite), a condamné les attentats de Pâques, **a refusé de donner des funérailles islamiques aux terroristes** et a approuvé l'interdiction gouvernementale faite aux femmes de se couvrir le visage.<sup>8</sup>

---

<sup>1</sup> International Crisis Group (ICG), p.3 et 5-7, [url](#)

<sup>2</sup> Nations unies, Human Rights Council, 26/02/2020, A/HRC/43/19, p.6, [url](#)

<sup>3</sup> ICG, p.3, [url](#)

<sup>4</sup> Nations unies, Human Rights Council, 28/02/2020, p.6, [url](#)

<sup>5</sup> ICG, p.22, [url](#)

<sup>6</sup> Nations unies, Human Rights Council, 26/02/2020, A/HRC/43/19, p.6, [url](#)

<sup>7</sup> ColomboPage, 05/02/2020, [url](#)

<sup>8</sup> ICG, p.26 et 29, [url](#)

## 1.2. Les pogromes antimusulmans de mai 2019

Quelques jours après les attentats, une foule d'émeutiers a attaqué les logements de réfugiés pakistanais et afghans (en majorité des ahmadis et des chrétiens) à Negombo, qui ont été évacués dans des camps dans la province du Nord pour une réinstallation dans un autre pays. Puis, le 5 mai, dans cette même ville, des affrontements ont opposé des musulmans et des catholiques. Des maisons et des boutiques de musulmans ont été endommagées. Les 12 et 13 mai, des groupes de militants d'organisations bouddhistes nationalistes ont lancé des **attaques contre les maisons et magasins de musulmans, ainsi que les mosquées**, dans les districts de Puttalam, Kurunagala et Gampaha, **avec la tolérance, voire la participation, des forces de sécurité** et des élus du Front du peuple de Sri Lanka (*Sri Lanka Podujana Peramuna*, SLPP). Un musulman a été tué. Le secrétaire général du Parti de la liberté de Sri Lanka (*Sri Lanka Freedom Party*, SLFP), Dayasiri Jayasekera, a fait une intervention publique pour obtenir une libération sous caution des émeutiers arrêtés.<sup>9</sup>

## 1.3. Les actions des bouddhistes nationalistes

Le 31 mai 2019, le vénérable Athuraliye Rathana Thera, député et conseiller du président de la République, s'est mis en **grève de la faim** devant un temple de Kandy pour réclamer la démission du ministre musulman de l'Industrie et du Commerce, ainsi que de deux gouverneurs provinciaux musulmans (provinces de l'Est et de l'Ouest). Le 2 juin, il a été rejoint par le vénérable Galagoda Aththe Gnanasara Thera, secrétaire général de la Force du pouvoir bouddhiste (*Bodu Bala Sena*, **BBS**). Ils ont été **soutenus par les dirigeants des clergés bouddhiste et catholique**. Le 3 juin, Gnanasara et la BBS ont organisé une manifestation à Colombo en menaçant de créer le chaos. Pour éviter une vague de violences antimusulmanes, **les deux gouverneurs provinciaux musulmans ainsi que les huit ministres et membres du cabinet musulmans ont démissionné** ce même jour. Le 7 juillet 2019, la BBS a organisé une manifestation à Kandy, à laquelle ont participé un millier de moines bouddhistes, pour demander la formation d'un gouvernement exclusivement singhalais. Cependant, **à la fin du mois de juillet, les ministres démissionnaires avaient tous réintégré leur poste.**<sup>10</sup>

## 1.4. Stigmatisation généralisée des musulmans

Lors de sa visite à Sri Lanka en août 2019, le Rapporteur spécial des Nations unies sur les religions et croyances a constaté :

« un déficit sérieux de confiance et des tensions au sein des communautés religieuses, particulièrement à la suite des attentats à la bombe de Pâques et les violences de foules visant les communautés musulmanes. Les minorités religieuses font aussi face à des restrictions dans la manifestation de leur religion ou croyances comme le prosélytisme, la conversion et la construction de lieux de culte, en sus de **nombreux incidents liés à des attaques violentes.**<sup>11</sup> »

Selon lui, les musulmans sont particulièrement exposés à une **intensification des discriminations et violences** à leur encontre depuis les attentats à la bombe de Pâques 2019, dont le boycott des magasins, les agressions contre les femmes en raison de leurs vêtements, ainsi que des campagnes de presse haineuses. En dépit des déclarations des responsables communautaires musulmans contre ces attentats, les musulmans ont été

---

<sup>9</sup> ICG, p.21-22, [url](#) ; Nations unies, Human Rights Council, 28/02/2020, p.6, [url](#)

<sup>10</sup> ICG, p.19, [url](#)

<sup>11</sup> Nations unies, Human Rights Council, 28/02/2020, p.5, [url](#)

victimes d'attaques et d'une **stigmatisation généralisée fondée sur des théories complotistes**.<sup>12</sup>

Par exemple, en mai 2019, la police a arrêté et incarcéré le Dr Seigu Shihabdeen Mohammad Shafi de l'hôpital public de Kurunegala, accusé par une campagne de presse et les organisations bouddhistes nationalistes d'avoir stérilisé secrètement des milliers de femmes singhalaises. Le 25 juillet 2019, il a été libéré sous caution, les enquêteurs de la police nationale n'ayant trouvé aucun indice concernant ces faits, mais des documents falsifiés par des administrateurs de l'hôpital, des policiers locaux et le juge local (voir suites en 3.1.1.).<sup>13</sup>

## 2. La recomposition politique après les attentats de Pâques

### 2.1. Le retour des Rajapaksa au pouvoir en novembre 2019

#### 2.1.1. L'élection présidentielle du 16 novembre 2019

Quelques jours après les attentats à la bombe de Pâques 2019, Nandasena **Gotabaya Rajapaksa**, ancien ministre de la Défense, lieutenant-colonel en retraite depuis 1992 après vingt ans de service dans l'armée et frère de l'ancien président Mahinda Rajapaksa, tous deux au pouvoir lors de la défaite des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (*Liberation Tigers of Tamil Eelam*, LTTE) en 2009, **a annoncé sa candidature à l'élection à la présidence de la République en promettant de réprimer le terrorisme** et en accusant le gouvernement d'être responsable de celui-ci en raison du démantèlement des réseaux de renseignement qu'il avait établis. Il a fait appel à l'électorat catholique pour le soutenir dans sa démarche.<sup>14</sup> Il avait le soutien du **Front du peuple de Sri Lanka** (*Sri Lanka Podujana Peramuna*, **SLPP**) et celui des moines bouddhistes nationalistes.<sup>15</sup>

**Son challenger était Sajith Premadasa**, soutenu par le **Nouveau front démocratique** (*New Democratic Front*, **NDF**), une coalition qui, au début de novembre 2019, regroupait les partis politiques suivants : *United National Party (UNP)*, *Sri Lanka Muslim Congress (SLMC)*, **fraction "Api Sri Lanka"** du *Sri Lanka Freedom Party (SLFP)*, *Democratic People's Front*, *National Workers Association*, *Upcountry People's Front*, *Minister Arjuna Ranatunge*, *Jathika Hela Urumaya (JHU)*, *All Island Congress*, *Nawa Sama Samaja Party*, *Democratic National Movement*, *United People's Front*, *First Front*, *Democratic National Congress*, *Janathawadi Kamkaru Peramuna*, *National Unity Front*, *Democratic Communist Alternative*, *Progressive Tamil National Party*, *Our Generation Party*, *New National Front*, *People's Front of Sri Lankans of Indian Origin (J.P. Jeyaran)*, *National Movement for Ideal Politics*, *Lanka Freedom Front*, *Sri Lanka Freedom National Party*, *Democratic People's Power*, *All Ceylon Muslim League*, *Lanka National Movement*, *Democratic Helajana Front*, *Ceylon Telugu Congress Party*, *All Ceylon Public Council*, *Independent Youth Front*, *National Upcountry Front*, *Tamil United Progressive Party*, *All Ceylon Public Democratic Party*, *Democratic Front*, *Sri Lanka Nayakkar Congress*, *'Peoples Foundation (Murugan Kumar)*, *United People's Congress Party*.<sup>16</sup>

35 candidats ont été enregistrés par la Commission électorale en octobre 2019.<sup>17</sup>

---

<sup>12</sup> Nations unies, Human Rights Council, 28/02/2020, p.5-6, [url](#)

<sup>13</sup> ICG, p.23, [url](#)

<sup>14</sup> ICG, p.18, [url](#)

<sup>15</sup> KRISHNAMOHAN Thanabalasingam (Senior Lecturer in Political Science, Department of Social Sciences, Eastern University, Sri Lanka), *International Journal of Research and Innovation in Social Science (URISS)*, 01/2020, p.141, [url](#)

<sup>16</sup> Daily News, 02/11/2019, [url](#) ;

<sup>17</sup> ColomboPage, 07/10/2019, [url](#)

Gotabaya Rajapaksa a bénéficié du soutien de la majorité des médias, qui ont relayé des **campagnes de désinformation** dont la principale était relative à un pacte secret entre Sajith Premadasa et l'Alliance nationale tamoule (*Tamil National Alliance, TNA*). Gotabaya Rajapaksa a insisté sur le fait que Sajith Premadasa serait l'otage des minorités ethniques et religieuses s'il était élu. Plusieurs partis tamouls, dont ceux de la TNA, avaient signé un mémorandum de 13 demandes adressées aux candidats. Cependant **aucun de ces deux principaux candidats n'a accepté ce mémorandum**.<sup>18</sup>

Les résultats de l'élection présidentielle du 16 novembre 2019 ont été les suivants<sup>19</sup> :

**Gotabaya Rajapaksa** (*Sri Lanka Podujana Peramuna, SLPP*) : **52,25 %**, élu ;

Sajith Premadasa (*New Democratic Front, NDF*) : 41,99 % ;

Anura Kumara Dissanayaka (*National Movement for People's Power, NMPP*) : 3,16 %.

**Le taux de participation a été très élevé : 83,72 %**. Les opérations électorales se sont déroulées dans des **conditions de sécurité satisfaisantes**, à l'exception de quelques incidents dont des tirs contre un car d'électeurs musulmans dans la région de Puttalam, n'ayant pas fait de victimes.<sup>20</sup>

**Le vote a été très orienté par les communautés ethniques et religieuses, car le NDF a été très largement majoritaire dans les zones peuplées de Tamouls et de musulmans** avec les résultats suivants :

- dans l'agglomération de Colombo, un bloc de circonscriptions autour de celle de Colombo Central (80,33 %), comprenant également Colombo North, Colombo East, Colombo West, Borella et Dehiwala ;
- la province Nord : Jaffna (83,86 %), Vanni (82,12 %) ;
- la province Est : Trincomalee (72,10 %), Batticaloa (78,70 %), Digamadulla (63,09 %) ;
- au centre, la zone des plantations de thé : Nuwara Eliya (58,28 %).<sup>21</sup>

Selon Jayadeva Uyangoda, professeur de sciences politiques à l'université de Colombo, le résultat de l'élection est lié directement aux attentats de Pâques :

« La répartition des voix entre les deux principaux candidats montre que l'élection présidentielle a réaffirmé la continuité, et non l'affaiblissement, de la **polarisation ethnique** dans le façonnement des destinées politiques de la société sri-lankaise [...] Il y a une raison majeure qui semble avoir contribué à ce résultat électoral polarisant. C'est l'impact politique de la série d'attentats à la bombe perpétrés par des terroristes musulmans le 21 avril, le dimanche de Pâques [...] Cela a créé un profond sentiment d'insécurité parmi les citoyens, ainsi qu'une **énorme perte de confiance dans la capacité du gouvernement et de ses dirigeants à assurer la sécurité et la sûreté des citoyens** [...] Les résultats des élections indiquent que la promesse centrale de Premadasa de ramener l'État providence, avec une idéologie de populisme paternaliste, n'a pas eu d'impact significatif sur l'électorat singhalais-bouddhiste. Le fait qu'il était le candidat d'un parti au pouvoir qui avait perdu la confiance du public et le désavantage qui en a résulté ont évidemment ajouté à ses déboires.<sup>22</sup> »

---

<sup>18</sup> KRISHNAMOHAN Thanabalasingam, International Journal of Research and Innovation in Social Science (URISS), 01/2020, p.142, [url](#)

<sup>19</sup> Election Commission of Sri Lanka, 17/11/2019, [url](#)

<sup>20</sup> KRISHNAMOHAN Thanabalasingam, International Journal of Research and Innovation in Social Science (URISS), 01/2020, p.141, [url](#)

<sup>21</sup> Election Commission of Sri Lanka, 17/11/2019, [url](#)

<sup>22</sup> Groundviews, 19/11/2019, [url](#)

Thanabalasingam Khrishnamohan, maître de conférences de sciences politiques à la Eastern University de Sri Lanka, analyse les motivations des communautés ethno-religieuses lors de ce vote :

« [...] **la plupart des Tamouls et des musulmans ont soutenu le candidat du NDF Sajith Premadasa**. Ils pensaient qu'ils pouvaient faire preuve d'une protestation collective contre le SLPP et ses dirigeants politiques, notamment la famille Rajapaksa. Les Singhalais, en particulier les dirigeants politiques et religieux affiliés au SLPP pensaient qu'un groupe de minorités conspirait contre l'intégrité territoriale et qu'un autre groupe de minorités allait détruire la survie et la culture singhalaises. »<sup>23</sup>

Il s'inquiète des risques de ces fractures politico-culturelles, en espérant que le nouveau président tentera de les combler, car celui-ci a déclaré lors de sa prestation de serment : « Le principal message de cette élection est que le vote de la majorité singhalaise m'a permis de gagner la présidence... Je savais que je pouvais gagner avec seulement les suffrages de la majorité singhalaise. Mais j'ai demandé aux Tamouls et aux musulmans de contribuer à mon succès. Leur réponse n'était pas celle que j'attendais. Néanmoins, je les exhorte à me rejoindre pour construire un seul Sri Lanka. »<sup>24</sup>

Cependant, en dépit de ce vœu, quelques actions entreprises par le nouveau gouvernement contre des personnalités des minorités apparaissent comme des gages donnés à ses soutiens radicaux dans les milieux bouddhistes nationalistes, en prévision des futures élections législatives (voir 3.1.)

### 2.1.2. Le gouvernement intérimaire

Depuis les réformes constitutionnelles opérées sous la présente législature (19<sup>e</sup> amendement), **le président de la République ne peut dissoudre le parlement qu'après une période de quatre ans et demi d'exercice de son mandat ou si les deux tiers des parlementaires votent en faveur de la dissolution**. Au lendemain de la prestation de serment du nouveau président le 19 novembre 2019, le Premier ministre Ranil Wickremesinghe, dirigeant de l'UNP, le *Speaker* du Parlement et des parlementaires de différents partis politiques se sont accordés pour la démission du Premier ministre, la désignation d'un gouvernement intérimaire par le nouveau président de la République, la dissolution du parlement au 1<sup>er</sup> mars 2020 (si les deux tiers des parlementaires votaient en faveur de celle-ci) et la tenue d'élections législatives en avril 2020.<sup>25</sup>

Le 20 novembre 2019, le nouveau président de la République a désigné son frère, ancien Premier ministre (2004-2005) et ancien président de la République (2005-2015), Percy **Mahinda Rajapaksa**, au poste de **Premier ministre**. Celui-ci a prêté serment le lendemain.<sup>26</sup> Le 22 novembre, il a formé un **gouvernement intérimaire**, en s'assurant également le poste de ministre des Finances, des Affaires économiques, de la Politique du Développement, de la Religion bouddhiste, de la Culture, de la Distribution des Eaux et du Développement urbain, et du Logement. Ce gouvernement ne comprend que 16 ministres, dont **une femme et deux Tamouls**, à savoir Pavithra Wanniarachchi du SLPP, Arumugam Thondaman, dirigeant du *Ceylon Workers' Congress (CWC)*, et Douglas Devananda, dirigeant du Parti démocratique du peuple de l'Eelam (*Eelam People Democratic Party, EPDP*). **Aucun ministre musulman n'a été désigné**, ce qui constitue une exception, car depuis l'indépendance figurait toujours un musulman parmi les ministres selon N.M.

---

<sup>23</sup> KRISHNAMOHAN Thanabalasingam, International Journal of Research and Innovation in Social Science (URISS), 01/2020, p.145, [url](#)

<sup>24</sup> KRISHNAMOHAN Thanabalasingam, International Journal of Research and Innovation in Social Science (URISS), 01/2020, p.146, [url](#)

<sup>25</sup> KRISHNAMOHAN Thanabalasingam, International Journal of Research and Innovation in Social Science (URISS), 01/2020, p.142-143, [url](#)

<sup>26</sup> Prime Minister of Sri Lanka, [url](#): The Straits Times (sources: AFP, Reuters), 20/11/2019, [url](#)



Ameen du *Muslim Council of Sri Lanka*. Cependant, le président a nommé un musulman, A.J.M. Muzammil, comme gouverneur de la province du Nord-Ouest. Dans ce gouvernement, figurent également d'autres dirigeants de différents partis politiques : Dinesh Gunawardena, dirigeant du Front populaire uni (*Mahajana Eksath Peramuna, MEP*) ; Wimal Weerawansa, dirigeant du Front national de la liberté (*National Freedom Front, NFF*). **Dix ministres sont membres du SLPP**, dont la plupart ont été des élus du SLFP, et **deux du SLFP**. Chamal Rajapaksa, un autre frère du président et du Premier ministre, figure également dans ce gouvernement. Ce gouvernement devait être remanié après les élections législatives qui étaient prévues le 25 avril 2020.<sup>27</sup>

## 2.2. Les alliances en prévision des élections législatives

### 2.2.1. Les coalitions nationales

Les élections législatives ont été reportées à une date ultérieure en raison de l'épidémie de covid-19.<sup>28</sup> Les tractations en cours entre les partis politiques ont débouché sur un panorama électoral assez compliqué.

En ce qui concerne la majorité présidentielle, **le SLFP a décidé de s'unir avec le SLPP et ses alliés dans 18 districts, mais va se présenter seul dans quatre districts**, où ses militants sont opposés à une alliance avec le SLPP.<sup>29</sup> Cette alliance comprenant une dizaine de partis s'appelle Alliance de la liberté du peuple de Sri Lanka (*Sri Lanka People's Freedom Alliance*, en singhalais : *Sri Lanka Nidahas Podujana Sandanaya, SLPFA*) et est menée par Mahinda Rajapaksa, tandis que son président est l'ancien président de la République Maithripala Sirisena et **son secrétaire général Basil Rajapaksa**, frère du Premier ministre, fondateur et organisateur du SLPP.<sup>30</sup>

Du côté de l'opposition, **Sajith Premadasa** a pris la tête d'une coalition de partis intitulée *Samagi Jana Balawegaya (SJB)*, à laquelle participent notamment **une fraction de l'UNP**, le Parti du patrimoine national (*Jathika Hela Urumaya, JHU*), le Congrès des musulmans de Sri Lanka (*Sri Lanka Muslim Congress, SLMC*), le Congrès des musulmans de Ceylan (*All Ceylon Muslim Congress, APMC*) et l'Alliance progressiste tamoule (*Tamil Progressive Alliance, TPA*).<sup>31</sup> Le SJB se présentera sur une ligne de gauche, nationaliste, bouddhiste et singhalaise, selon les déclarations de Sajith Premadasa.<sup>32</sup>

**Une autre fraction de l'UNP**, menée par **Ranil Wickremesinghe**, le Premier ministre évincé en novembre 2019, a décidé de se présenter sur une autre liste.<sup>33</sup> Cette fraction se présentera sur une ligne de droite et pro-occidentale.<sup>34</sup>

---

<sup>27</sup> Sri Lanka, Presidential Secretariat, [url](#); The Island, 22/11/2019, [url](#);

The Week (source: PTI), 22/11/2019, [url](#) ; Arab News, 22/11/2019, [url](#)

<sup>28</sup> Asia Times (source: AFP), 20/03/2020, [url](#) ; Groundviews, 24/03/2020, [url](#)

<sup>29</sup> Groundviews, 24/03/2020, [url](#)

<sup>30</sup> Colombo Page, 17/02/2020, [url](#) ; Daily Mirror, 04/03/2020, [url](#)

<sup>31</sup> Groundviews, 24/03/2020, [url](#) ; Middle East North Africa Financial Network (MENAFN), 03/03/2020, [url](#)

<sup>32</sup> Middle East North Africa Financial Network (MENAFN), 03/03/2020, [url](#)

<sup>33</sup> Daily Mirror, 24/03/2020, [url](#)

<sup>34</sup> Middle East North Africa Financial Network (MENAFN), 03/03/2020, [url](#)

### 2.2.2. Les coalitions de partis tamouls

Les partis tamouls se sont répartis dans **plusieurs coalitions concurrentes**.

L'**EPDP**, qui a soutenu le candidat Gotabaya Rajapaksa et dont le dirigeant est ministre, a décidé de **se présenter seul** dans le district de Jaffna, si bien que le SLPP ne présentera pas de candidat dans ce district.<sup>35</sup>

La coalition de partis tamouls (**ITAK, TELO et PLOTE**<sup>36</sup>) intitulée Alliance nationale tamoule (*Tamil National Alliance, TNA*) présentera des candidats dans les districts de Jaffna, du Vanni, de Trincomalee, de Batticaloa et d'Amparai. Elle s'est néanmoins entendue avec l'Alliance progressiste tamoule (*Tamil Progressive Alliance, TPA*), dirigée par Mano Ganesan et qui participe à la coalition nationale SJB, pour ne pas présenter de candidats à Colombo et à Gampaha.<sup>37</sup>

Une troisième coalition de partis tamouls, dont l'**EPRLF-fraction Suresh** et la **TMK**<sup>38</sup>, intitulée Alliance nationale du peuple tamoul (*Tamil People's National Alliance, TPNA*), proposant une **ligne autonomiste radicale** et dirigée par l'ancien *Chief Minister* de la province du Nord, C.V. Wigneswaran, présentera des candidats dans les districts de Jaffna, du Vanni et de Batticaloa. A cette coalition participe Ananthi Sasitharan, ancienne ministre dans le gouvernement de la province du Nord et femme de Velayutham Sasitharan alias Elilan, un ancien dirigeant de la branche politique des LTTE, disparu en mai 2009.<sup>39</sup>

## 3. Actions gouvernementales contre les minorités

### 3.1. Actions contre les musulmans

#### 3.1.1. Enquêtes à l'encontre de personnalités musulmanes

Le gouvernement Rajapaksa a décidé de rouvrir l'enquête au sujet de plusieurs milliers de stérilisations forcées de Singhalaises attribuées au **Dr Seigu Shihabdeen Mohammad Shafi de l'hôpital public de Kurunegala** par les milieux bouddhistes nationalistes.<sup>40</sup> Le tribunal de Kurunegala en a été informé par le Département d'enquête criminelle (*Criminal Investigation Department, CID*) le 12 décembre 2019, et l'un de ses juges a autorisé la nouvelle enquête.<sup>41</sup> Lors de cette nouvelle enquête, les responsables de l'hôpital de Kurunegala ont déclaré avoir été menacés par les agents du CID lors de la précédente enquête de juin 2019 pour ne pas fournir de preuves concernant la culpabilité du Dr Shafi.<sup>42</sup> Cependant, en décembre 2019, le CID a interrogé les 69 infirmières (la 70<sup>e</sup> étant hospitalisée à Colombo) ayant travaillé avec le Dr Shafi ; celles-ci ont toutes assuré qu'il n'avait pas réalisé ces opérations de stérilisation et que, d'ailleurs, il ne pouvait pas les faire seul secrètement.<sup>43</sup>

---

<sup>35</sup> Groundviews, 24/03/2020, [url](#)

<sup>36</sup> Parti de l'Etat tamoul de Ceylan (*Ilankai Tamil Arasu Kadchi, ITAK*), Organisation de libération de l'Eelam tamoul (*Tamil Eelam Liberation Organisation, TELO*) et Organisation de libération du peuple de l'Eelam tamoul (*People's Liberation Organisation of Tamil Eelam, PLOTE*).

<sup>37</sup> Daily Mirror, 24/03/2020, [url](#) ; The Sunday Morning, 16/02/2020, [url](#) ; Ceylon Today, 08/02/2020, [url](#)

<sup>38</sup> Front de libération révolutionnaire du peuple de l'Eelam (*Eelam People's Revolutionary Liberation Front, EPRLF*) et Conseil du peuple tamoul (*Tamil Makkal Kuttani, TMK*).

<sup>39</sup> Daily Mirror, 24/03/2020, [url](#) ; The Sunday Morning, 16/02/2020, [url](#) ; Ceylon Today, 08/02/2020, [url](#)

<sup>40</sup> The Citizen, 31/03/2020, [url](#)

<sup>41</sup> ColomboPage, 12/12/2019, [url](#)

<sup>42</sup> Daily News, 24/12/2019, [url](#)

<sup>43</sup> NursesLK.com, 22/12/2019, [url](#)

En outre, le gouvernement a ordonné au CID d'enquêter sur **deux anciens ministres musulmans : Rauff Hakeem, dirigeant du SLMC, et Rishad Bathiudeen, dirigeant de l'ACMC**.<sup>44</sup> En décembre 2019 et janvier, ils ont été interrogés par le CID sur les attentats de Pâques 2019, ainsi que l'ancien Premier ministre Ranil Wickremesinghe.<sup>45</sup> En raison de ces enquêtes relayées dans les médias, en janvier 2020, Rauff Hakeem a déclaré avoir reçu des menaces de mort.<sup>46</sup> L'enquête du CID a également impliqué Rishad Bathiudeen dans des affaires de fraude aux importations et de transactions foncières illégales.<sup>47</sup> Le 23 janvier 2020, le frère de celui-ci, Rifkhan Bathiudeen, a fait l'objet d'un mandat d'arrêt pour acquisition illégale de terres situées dans la presqu'île de Talaimannar.<sup>48</sup>

### 3.1.2. Contrôle des écoles coraniques

En janvier 2020, le Premier ministre Rajapaksa a ordonné au Département des Affaires religieuses musulmanes (*Muslim Religious Affairs Department*) d'enregistrer toutes les écoles coraniques, de vérifier leurs enseignements et de préparer un nouveau programme éducatif avec l'assistance du ministre de l'Éducation.<sup>49</sup>

## 3.2. Actions contre les Tamouls

Le président Rajapaksa a déclaré qu'il **s'opposera à la dévolution de nouveaux pouvoirs aux provinces de l'Est et du Nord**, notamment dans les domaines policier et foncier.<sup>50</sup>

L'hymne national n'a été chanté qu'en singhalais lors de la cérémonie du 72<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance à Colombo, qui s'est déroulée le 4 février 2020.<sup>51</sup>

Le gouvernement a annoncé que les termes de la **résolution 30/1 de 2015 des Nations unies sur la réconciliation et les droits de l'homme**, en particulier les stipulations sur la création d'un tribunal spécial pour juger les crimes de guerre, adoptée par le précédent gouvernement, serait revue, et que **tous les engagements pris étaient désormais caducs**.<sup>52</sup>

Le ministre de la Justice a annoncé que la législation instaurant l'Office des personnes disparues serait modifiée.<sup>53</sup>

## 4. Entraves à la justice et purge dans la police

Une commission présidentielle a été formée pour enquêter sur la police et la « chasse aux sorcières » menée sous le précédent gouvernement. En revanche, le gouvernement de Mahinda Rajapaksa **a étouffé des affaires criminelles** (disparitions et meurtres politiques) datant de la présidence de ce même Rajapaksa, et **des suspects ont été libérés par les tribunaux**. Plusieurs enquêteurs dans ces affaires ont été mutés et

---

<sup>44</sup> The Citizen, 31/03/2020, [url](#)

<sup>45</sup> The Sunday Morning, 30/12/2019, [url](#) ; Daily Mirror, 30/01/2020, [url](#)

<sup>46</sup> News Radio, 23/01/2020, [url](#)

<sup>47</sup> Daily News, 24/01/2020, [url](#)

<sup>48</sup> Daily Mirror, 24/01/2020, [url](#) ; Daily News, 24/01/2020, [url](#)

<sup>49</sup> The Citizen, 31/03/2020, [url](#)

<sup>50</sup> The Citizen, 31/03/2020, [url](#)

<sup>51</sup> The Citizen, 31/03/2020, [url](#) ; Aljazeera, 04/02/2020, [url](#)

<sup>52</sup> The Citizen, 31/03/2020, [url](#) ; ICG, 29/01/2020, [url](#)

<sup>53</sup> ICG, 29/01/2020, [url](#)

dénoncés comme traîtres. Après sa mutation à Galle, l'un des plus connus, **l'inspecteur du CID Nishantha Silva, ancien directeur du CID, a fui le pays pour la Suisse** avec sa famille le 24 novembre 2019, craignant pour sa sécurité **en raison de menaces de mort**.<sup>54</sup> Or **le gouvernement a interdit à plus de 700 officiers du CID de quitter le pays sans autorisation**. Nishantha Silva avait enquêté notamment sur l'enlèvement de onze jeunes Tamouls par des marins en 2008 et 2009 impliquant des officiers supérieurs proche de l'actuel président, sur le meurtre du rédacteur-en-chef du *Sunday Leader* Lasantha Wickremetunga, sur l'enlèvement du journaliste Keith Noyahr, sur la disparition du journaliste Prageeth Ekneligoda, sur le viol et le meurtre d'une écolière de Jaffna, etc. La plupart des suspects dans ces affaires sont des militaires membres des services de renseignement. Le 28 octobre 2018, lors de la brève tentative de Mahinda Rajapaksa d'occuper le poste de Premier ministre, Nishantha Silva avait été muté à Negombo, puis après l'échec de cette tentative, il avait repris son poste au CID à Colombo.<sup>55</sup>

Le 25 novembre 2019, Gania Banister Francis, **une employée sri lankaise de l'ambassade de Suisse à Colombo a été enlevée** par des individus qui l'ont interrogée pendant deux heures sur les conditions de la fuite de Nishantha Silva, **lui ont demandé de révéler les noms des demandeurs d'asile en Suisse** et ont inspecté son téléphone portable. Cet enlèvement a déclenché une crise diplomatique entre la Suisse et Sri Lanka, dont les autorités ont interdit à l'employée susmentionnée de quitter le pays.<sup>56</sup> A la mi-décembre, **le gouvernement sri lankais a demandé aux autorités helvétiques d'extrader Nishantha Silva**.<sup>57</sup> Le 16 décembre, l'employée a été arrêtée par la police pour « fabrication de fausses preuves » et « avoir attisé la désaffection contre l'Etat ». <sup>58</sup> Son avocat, Upul Kumarapperuma, a été menacé et a fait l'objet d'une **campagne de presse diffamatoire** comme sa cliente et l'ambassade helvétique. Le 19 décembre, le tribunal de Colombo a fait interner Gania Banister Francis dans un hôpital psychiatrique, le National Mental Health Institute, et a ordonné à la société de téléphonie de transmettre des données concernant l'affaire au CID.<sup>59</sup> Le 30 décembre, le tribunal l'a libérée sous caution.<sup>60</sup> Le 21 janvier 2020, après avoir examiné la carte SIM du téléphone portable de Gania Banister Francis, enregistrée au nom de Lakna Paranamma, le CID a révélé au tribunal que celle-ci avait passé des appels téléphoniques à l'ancien directeur du CID Shani Abeysekara, à l'inspecteur du CID Nishantha Silva et à d'anciens rédacteurs-en-chef de médias sri lankais.<sup>61</sup> Gania Banister Francis attend son procès en étant interdite de sortie du territoire sri lankais.<sup>62</sup>

---

<sup>54</sup> ICG, 29/01/2020, [url](#)

<sup>55</sup> ColomboPage, 24/11/2019, [url](#) ; Colombo Telegraph, 24/11/2019, [url](#)

<sup>56</sup> Swissinfo.ch, 12/12/2019, [url](#) ; Le Matin (Suisse), 16/12/2019, [url](#) ; Colombo Telegraph, 02/01/2020, [url](#)

<sup>57</sup> Daily Mirror, 14/12/2019, [url](#)

<sup>58</sup> Colombo Telegraph, 02/01/2020, [url](#) : "Fabricating False evidence and Inciting Disaffection Against the State"; Swissinfo.ch (source : ATS), 16/12/2019, [url](#) ; Le Matin (Suisse), 16/12/2019, [url](#)

<sup>59</sup> Colombo Telegraph, 25/11/2019, [url](#)

<sup>60</sup> Radio Lac (Suisse), 31/12/2019, [url](#)

<sup>61</sup> Colombo Page, 21/01/2020, [url](#)

<sup>62</sup> Colombo Telegraph, 25/11/2019, [url](#)

## **Bibliographie**

Sites web consultés en mars 2020

### **Document DIDR**

DIDR, « Sri Lanka : Les nouvelles configurations politiques : victoire électorale du SLPP et soutien de l'EPDP à la TNA », 02/05/2018, 12 p.,

[https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/1804\\_lka\\_configurations\\_politiques\\_nouvelles.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/1804_lka_configurations_politiques_nouvelles.pdf)

### **Organisations internationales**

Nations unies, Human Rights Council, "Visit to Sri Lanka [16-26 August 2019], Report of the Special Rapporteur on freedom of religion or belief", 28/02/2020, A/HRC/43/48/Add.2, 19 p.,

<https://www.ohchr.org/EN/Issues/FreedomReligion/Pages/Visits.aspx>

Nations unies, Human Rights Council, "Promoting reconciliation, accountability and human rights in Sri Lanka, Report of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights", 26/02/2020, A/HRC/43/19, 9 p.,

<https://www.ohchr.org/en/countries/asiaregion/pages/lkindex.aspx>

### **Institution nationale**

Sri Lanka, Presidential Secretariat, "New Cabinet of Ministers sworn in",

<https://www.presidentsoffice.gov.lk/index.php/2019/11/22/new-cabinet-of-ministers-sworn-in/?lang=en>

Prime Minister of Sri Lanka, <http://www.pmooffice.gov.lk/>

Election Commission of Sri Lanka, « 2019 Sri Lanka Presidential Election Results », 17/11/2019, <https://results.elections.gov.lk/>

### **Think tanks, centres de recherches et universités**

International Crisis Group (ICG), "A Dangerous Sea Change in Sri Lanka", 29/01/2020, Commentary,

<https://www.crisisgroup.org/asia/south-asia/sri-lanka/dangerous-sea-change-sri-lanka>

KRISHNAMOHAN Thanabalasingam (Senior Lecturer in Political Science, Department of Social Sciences, Eastern University, Sri Lanka), « The Ethno-political Polarization Scenario in Sri Lanka's Presidential Election held in November 2019 : A Critical View », International Journal of Research and Innovation in Social Science (URISS), 01/2020, vol.IV, n°1, p.140-146,

[https://www.researchgate.net/publication/339040301\\_The\\_Ethno-political\\_Polarization\\_Scenario\\_in\\_Sri\\_Lanka's\\_Presidential\\_Election\\_held\\_in\\_November\\_2019\\_A\\_Critical\\_View](https://www.researchgate.net/publication/339040301_The_Ethno-political_Polarization_Scenario_in_Sri_Lanka's_Presidential_Election_held_in_November_2019_A_Critical_View)

International Crisis Group (ICG), "After Sri Lanka's Easter Bombings: Reducing Risks of Future Violence", 27/09/2019, Asia Report n°302, 46 p.,  
<https://www.crisisgroup.org/asia/south-asia/sri-lanka/302-after-sri-lankas-easter-bombings-reducing-risks-future-violence>

## **Médias**

The Citizen, "President Rajapaksa's Priorities as seen in his First Month in Office", 31/03/2020,  
<https://www.thecitizen.in/index.php/en/NewsDetail/index/6/18096/President-Rajapaksas-Priorities-as-seen-in-his-First-Month-in-Office->

Daily Mirror, "How Will the TNA fare at Parliamentary Election ?", 24/03/2020,  
<http://www.dailymirror.lk/opinion/How-Will-the-TNAfare-at-Parliamentary-Election/172-185559>

Groundviews, "Nominations close and elections postponed amid Covid-19", 24/03/2020,  
<https://groundviews.org/2020/03/24/nominations-close-and-elections-postponed-amid-covid-19/>

Asia Times (source: Agence France Presse – AFP), "Sri Lanka election postponed", 20/03/2020, <https://asiatimes.com/2020/03/sri-lanka-election-postponed/>

Daily Mirror, "Sri Lanka Nidahas Podujana Sandanaya to contest under SLPP & Pohottuwa", 04/03/2020,  
[http://www.dailymirror.lk/front\\_page/Sri-Lanka-Nidahas-Podujana-Sandanaya-to-contest-under-SLPP-Pohottuwa/238-184262](http://www.dailymirror.lk/front_page/Sri-Lanka-Nidahas-Podujana-Sandanaya-to-contest-under-SLPP-Pohottuwa/238-184262)

Middle East North Africa Financial Network (MENAFN), "Are UNP and SLFP heading for virtual extinction ?", 03/03/2020,  
<https://menafn.com/1099796880/Are-UNP-and-SLFP-heading-for-virtual-extinction>

Colombo Page, "SLPP and SLFP form new alliance to contest general election under "bud" symbol", 17/02/2020,  
[http://www.colombopage.com/archive\\_20A/Feb17\\_1581956598CH.php](http://www.colombopage.com/archive_20A/Feb17_1581956598CH.php)

The Sunday Morning, "Wigneswaran all set to face TNA", 16/02/2020,  
<http://www.themorning.lk/pg10box-2/>

Sri Lanka Mirror, "Rishad Bathiudeen to be arrested soon ?", 11/02/2020,  
<https://srilankamirror.com/news/17066-rishad-bathiudeen-to-be-arrested-soon>

Ceylon Today, "TNA rivals to join hands: A New Tamil Coalition In The Offing!", 08/02/2020, <https://ceylontoday.lk/print-more/51556>

ColomboPage, "Former Defense Secretary Hemasiri Fernando released on bail", 05/02/2020, [http://www.colombopage.com/archive\\_20A/Feb05\\_1580883785CH.php](http://www.colombopage.com/archive_20A/Feb05_1580883785CH.php)

Aljazeera, "Sri Lanka scraps Tamil national anthem at Independence Day", 04/02/2020,  
<https://www.aljazeera.com/news/2020/02/sri-lanka-scraps-tamil-national-anthem-independence-day-200204103334093.html>

Daily Mirror, "CID obtains statement from Ranil on Easter attacks", 30/01/2020,  
[http://www.dailymirror.lk/print/front\\_page/CID-obtains-statement-from-Ranil-on-Easter-attacks/238-182174](http://www.dailymirror.lk/print/front_page/CID-obtains-statement-from-Ranil-on-Easter-attacks/238-182174)

Daily News, "Rishad Bathiudeen's brother remanded", 24/01/2020, <http://www.dailynews.lk/2020/01/24/law-order/209392/rishad-bathiudeen%E2%80%99s-brother-remanded>

Daily Mirror, "Rishad Bathiudeen's brother remanded", 24/01/2020, [http://www.dailymirror.lk/print/front\\_page/Rishad-Bathiudeens-brother-remanded/238-181824](http://www.dailymirror.lk/print/front_page/Rishad-Bathiudeens-brother-remanded/238-181824)

Colombo Page, "CID reveals contacts of Swiss Embassy employee to court", 21/01/2020, [http://www.colombopage.com/archive\\_20A/Jan21\\_1579631013CH.php](http://www.colombopage.com/archive_20A/Jan21_1579631013CH.php)

News Radio, "Hakeem facing threats due to baseless charges", 23/01/2020, <https://www.newsradio.lk/justin/hakeem-facing-threats-due-to-baseless-charges/>

TFIPost.com, "Register and revamp all Madrasas: Sri Lanka's big move to curb Islamic indoctrination", 14/01/2020, <https://tfipost.com/2020/01/register-and-revamp-all-madrasas-sri-lankas-big-move-to-curb-islamic-indoctrination/>

Colombo Telegraph, "The Rule Of Law In Sri Lanka: Gania Banister Francis & British Woman In Cyprus", 02/01/2020, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/the-rule-of-law-in-sri-lanka-gania-banister-francis-british-woman-in-cyprus/>

The Sunday Morning, "CID records statement from Bathiudeen over Easter attacks", 30/12/2019, <http://www.themorning.lk/cid-records-statement-from-bathiudeen-over-easter-attacks/>

Radio Lac (Suisse), « L'employée de l'ambassade suisse libérée », 31/12/2019, <https://www.radiolac.ch/actualite/sri-lanka-lemployee-de-lambassade-suisse-liberee/>

Daily News, "Dr. Shafi's case: Hospital director gives fresh statements to CID", 24/12/2019, <https://www.dailynews.lk/2019/12/24/law-order/206553/dr-shafi%E2%80%99s-case-hospital-director-gives-fresh-statements-cid>

News 1<sup>st</sup>, "Court orders to hand over mobile devices and sim cards of the Swiss Embassy Staffer and her husband", 19/12/2019, <https://www.newsfirst.lk/2019/12/19/court-orders-to-hand-over-mobile-devices-and-sim-cards-of-the-swiss-embassy-staffer-and-her-husband/>

Le Matin (Suisse), "L'employée de l'ambassade suisse au Sri Lanka a été arrêtée », 16/12/2019, <https://www.lematin.ch/monde/employee-ambassade-suisse-arretee/story/23060147>

Swissinfo.ch (source : Agence télégraphique suisse, ATS), « L'employée de l'ambassade de Suisse au Sri Lanka arrêtée », 16/12/2019, [https://www.swissinfo.ch/fre/incident-diplomatique\\_l-employ%C3%A9e-de-l-ambassade-de-suisse-au-sri-lanka-arr%C3%AAt%C3%A9/45438862](https://www.swissinfo.ch/fre/incident-diplomatique_l-employ%C3%A9e-de-l-ambassade-de-suisse-au-sri-lanka-arr%C3%AAt%C3%A9/45438862)

Daily Mirror, "IP Nishantha Silva Govt. to talk to Swiss authorities on extraditing him", 14/12/2019, [http://www.dailymirror.lk/front\\_page/IP-Nishantha-Silva-Govt-to-talk-to-Swiss-authorities-on-extraditing-him/238-179578](http://www.dailymirror.lk/front_page/IP-Nishantha-Silva-Govt-to-talk-to-Swiss-authorities-on-extraditing-him/238-179578)

ColomboPage, "Court allows new CID team to investigate allegations against Dr. Safi", 12/12/2019, [http://www.colombopage.com/archive\\_19B/Dec12\\_1576174926CH.php](http://www.colombopage.com/archive_19B/Dec12_1576174926CH.php)

Swissinfo.ch, « Les tensions entre la Suisse et le Sri Lanka atteignent leur paroxysme », 12/12/2019, [https://www.swissinfo.ch/fre/politique/diplomatie\\_les-tensions-entre-la-suisse-et-le-sri-lanka-atteignent-leur-paroxysme/45431146](https://www.swissinfo.ch/fre/politique/diplomatie_les-tensions-entre-la-suisse-et-le-sri-lanka-atteignent-leur-paroxysme/45431146)

ColomboPage, "CID Inspector Nishantha Silva flees the country", 24/11/2019, [http://www.colombopage.com/archive\\_19B/Nov24\\_1574608152CH.php](http://www.colombopage.com/archive_19B/Nov24_1574608152CH.php)

Colombo Telegraph, "Nishantha Flees Country", 24/11/2019, <https://www.colombotelegraph.com/index.php/nishantha-flees-country/>

The Island, "Caretaker cabinet: SLPP takes lion's share", 22/11/2019, [http://www.island.lk/index.php?page\\_cat=article-details&page=article-details&code\\_title=214184](http://www.island.lk/index.php?page_cat=article-details&page=article-details&code_title=214184)

Arab News, "No Muslim minister appointed as Sri Lanka swears in new Cabinet", 22/11/2019, <https://www.arabnews.com/node/1588261/world>

The Week (source: Press Trust of India – PTI), "Gotabaya's cabinet includes brother Mahinda, two Tamils, a woman", 22/11/2019, <https://www.theweek.in/news/world/2019/11/22/sri-lanka-gotabays-cabinet-includes-brother-mahinda-two-tamils-a-woman.html>

The Straits Times (sources: Agence France Presse - AFP, Reuters), "Sri Lanka's new president Gotabaya Rajapaksa picks brother as Prime Minister", 20/11/2019, <https://www.straitstimes.com/asia/south-asia/sri-lanka-prime-minister-ranil-wickremesinghe-to-resign>

Groundviews, "Sri Lanka's Presidential Election: Healing the Wounds is the New Task", 19/11/2019, <https://groundviews.org/2019/11/19/sri-lankas-presidential-election-healing-the-wounds-is-the-new-task/>

Daily News, "National Democratic Front of over 50 parties and groups backs Sajith", 02/11/2019, <https://www.dailynews.lk/2019/11/02/political/201735/national-democratic-front-over-50-parties-and-groups-backs-sajith>

ColomboPage, "A record 35 candidates submit nominations for Sri Lanka presidential elections", 07/10/2019, [http://www.colombopage.com/archive\\_19B/Oct07\\_1570456809CH.php](http://www.colombopage.com/archive_19B/Oct07_1570456809CH.php)

### **Autre source**

NursesLK.com, "69 nurses say Shafi didn't perform sterilization procedures", 22/12/2019, <http://nurseslk.com/news/69-nurses-say-shafi-didnt-perform-sterilization-procedures/>